



**DIALOGUE DE HAUT NIVEAU ENTRE LES ETATS MEMBRES ET LES
PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS SUR LA MOBILISATION DES
FINANCEMENTS POUR L'INITIATIVE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE
(GMV)
via Zoom
le 26 octobre 2021, 13h00 (GMT)**

Présents:

- Meriem Bekaye - Ministre de l'Environnement et du Développement Durable de Mauritanie, Présidente du Conseil des Ministres ;
- Ibrahim Thiaw - Secrétaire exécutif de la CNULCD
- Abdoulaye Dia - Secrétaire exécutif de l'APGMV
- Représentant des délégations des pays : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria,
- Représentant des agences des Nations Unies et des organisations intergouvernementales : PNUD, PNUE, UNISS, Banque Mondiale, BAD, UA, FAO, FIDA, CE, BEI, AFD, GEF, GCF, APGMV. OPS

I. Cérémonie d'ouverture : Plaidoyer politique de haut niveau

Ms. Meriem Bekaye - Minister of Environment and Sustainable Development of Mauritania, President of the Council of Ministers:

La ministre de l'Environnement et du Développement durable, Mme Meriem Bekaye, a accueilli et remercié tous les participants pour leur disponibilité et leur participation à ce dialogue de haut niveau sur la Grande Muraille Verte (GMV).

Mme Bekaye a rappelé le rôle clé que joue l'initiative de la GMV dans la réalisation des ODD aux niveaux national, régional et international. Le monde étant toujours confronté à des défis nombreux et variés, elle a en outre exhorté toutes les parties prenantes à prendre des mesures immédiates pour mobiliser des ressources suffisantes afin d'améliorer la résilience des écosystèmes et des communautés rurales.

Mme Bekaye a souligné la nécessité d'une compréhension commune du développement des projets de la GMV qui tiennent compte des priorités des pays respectifs. Il est également nécessaire de renforcer les capacités de l'Agence panafricaine de la grande muraille verte (APGMV) et des structures nationales en termes d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des nouveaux projets.

Mme Bekaye a enfin appelé à davantage d'actions concrètes sur le terrain pour améliorer les conditions de vie des communautés vulnérables.

France – M. Philippe Lacoste: représentant du "One Planet Summit"



M. Lacoste a tout d'abord souligné que l'initiative de la GMV était essentielle pour le développement futur de la région du Sahel. Il a rappelé la volonté de la France de soutenir politiquement, techniquement et financièrement la mise en œuvre de l'initiative BPM. L'accélérateur a été à cet égard initié lors du One Planet Summit de janvier 2021 pour dynamiser la mise en œuvre des projets sur le terrain.

M. Lacoste a fait 3 propositions principales pour atteindre efficacement les objectifs de l'initiative :

- (1) avoir une compréhension commune d'un "projet de type GMV" en tenant compte des facteurs géographiques et des parties prenantes au niveau national ;
- (2) mettre en place un système de suivi efficace des projets ;
- (3) renforcer les institutions au niveau national.

M. Lacoste a conclu en recommandant :

- une meilleure coordination entre les institutions au niveau national ;
- le partage des bonnes pratiques dans la mise en œuvre des projets
- un système efficace de suivi des projets ;
- un engagement de tous les ministères (finances, agriculture, environnement) dans la mise en œuvre des projets de la GMV..

II. Cadrage du dialogue Etat/Partenaire sur le financement de la GMV

2.1 Ambition GMV 2030 GGW 2021-2030 le Plan d'investissement Prioritaire

Prof. Abdoulaye Dia - Secrétaire Exécutif - APMGMV:

Le Secrétaire exécutif l'APGMV, Prof. Dia, a souligné que l'objectif de l'initiative de la GMV est la sécurité et le développement résilient des communautés locales. L'initiative vise également la résilience des écosystèmes sahéliens.

Afin d'atteindre les objectifs de l'initiative, nous devrions également nous concentrer sur une coordination efficace entre toutes les parties prenantes par le biais d'un dialogue permanent ; et consolider le plan d'investissement prioritaire décennal adopté par les pays ; et enfin, s'assurer que le financement annoncé est effectivement et efficacement mobilisé et utilisé.

UNCCD Executive Secretary - Mr. Ibrahim Thiaw:

M. Thiaw a souligné l'importance cruciale de la GMV car elle apporte des solutions concrètes à la crise multiple du Sahel. Dans un monde qui s'efforce de définir ce que signifie "reconstruire en mieux", la résilience climatique ou le développement durable, l'Initiative mondiale sur le changement climatique a un sens concret et pratique.



M. Thiaw a en outre souligné la nécessité d'un dialogue permanent et de consultations entre toutes les parties prenantes afin de convenir de la manière d'avancer ensemble, efficacement, plus loin et plus vite. Les partenaires devraient donner des conseils sur la manière d'accéder aux engagements et de les déployer, afin d'obtenir des résultats concrets. En réunissant les honorables ministres de l'environnement, de l'économie et de la planification, on peut espérer éliminer les goulots d'étranglement de l'action au niveau national et utiliser une approche "tout le gouvernement" pour y parvenir - plus rapidement et avec des avantages plus directs pour les habitants de la région.

En ce qui concerne le financement, le Secrétaire exécutif de la CNULCD a également rappelé que les 14 milliards de dollars promis lors du Sommet "One Planet" en janvier de cette année ont été portés à 19 milliards de dollars. Sur ce montant, 48% sont déjà programmés et d'autres financements sont attendus.

M. Thiaw a également mentionné que l'équipe de l'accélérateur a également travaillé avec les équipes nationales et régionales de la GMV, ainsi qu'avec tous les partenaires techniques et financiers sur un cadre de résultats harmonisé. Ce cadre permettra de suivre et de promouvoir les investissements en faveur des cinq piliers convenus dans le cadre du OPS:

- (1) Investissement dans les petites et moyennes exploitations agricoles et renforcement des chaînes de valeur, des marchés locaux, de l'organisation des exportations ;
- (2) Restauration des terres et gestion durable des écosystèmes ;
- (3) Infrastructures résistantes au climat et accès aux énergies renouvelables ;
- (4) Cadre économique et institutionnel favorable à une gouvernance efficace, à la durabilité, à la stabilité et à la sécurité ;
- (5) le renforcement des capacités.

III. Dialogue entre les États membres et les partenaires techniques et financiers

Burkina Faso - Son Excellence Monsieur Siméon Sawadogo - Ministre de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique :

M. Sawadogo a remercié tous les participants qui ont assisté à cet échange de haut niveau et a souligné l'importance de l'IGDH qui offre une approche et des projets innovants pour améliorer les conditions de vie de nos communautés. Il a ajouté que l'initiative est un outil solide sur lequel nous devrions pouvoir fonder le développement de l'ensemble de la région.

M. Sawadogo a appelé toutes les parties prenantes à agir de toute urgence car les populations vulnérables sur le terrain attendent nos actions. Pour atteindre nos objectifs, nous aurons également besoin d'une meilleure coordination entre les institutions. Cela aidera les partenaires à coordonner les actions et à soutenir les pays qui ont des priorités multiples et spécifiques.



M. Sawadogo a enfin demandé un engagement plus important via l'accélérateur de la GMV, car cela aidera les pays à obtenir des résultats concrets et à améliorer la vie des communautés.

Mali - Son Excellence Monsieur Modibo Kone - Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable

M. Kone a souligné l'importance de disposer d'une réserve de projets bancables prêts à être financés, ainsi que d'une stratégie et d'une approche coordonnées de la mise en œuvre dirigées par des équipes d'experts, avec la capacité de mettre en œuvre des approches éprouvées ancrant l'initiative dans la réalité. M. Kone a souligné que cela nécessitera des efforts non seulement de la part l'APGMV mais aussi et surtout des Etats et l'intégration de l'initiative de la GMW dans les stratégies et plans d'action nationaux de chaque pays.

Mauritanie - Son Excellence M. Ousmane Kane - Ministre des Finances

M. Kane a souligné l'importance de la communication entre les différents secteurs d'un même pays, car il y a souvent des discussions en vase clos qui excluent les ministres des finances et de l'économie, alors qu'ils ont des contributions pertinentes au processus en termes de planification et d'allocations qui peuvent certainement influencer les résultats pour le meilleur.

BAD - Vice-président électricité, énergie, climat et croissance verte - M. Kevin Karuiki

Le vice-président, s'exprimant au nom du président de la Banque, a réitéré l'engagement de la Banque en promettant 6,5 milliards de dollars US qui seront accélérés d'ici 2025 dans le but de sauver des vies, de créer des emplois verts, de réduire la pauvreté, de restaurer l'espoir et de réhabiliter les paysages fragiles du Sahel. Le vice-président a également souligné l'importance de rendre l'électricité accessible à l'ensemble du Sahel, afin que les populations disposent d'alternatives aux sources traditionnelles de carburant. La contribution à la GMV soutiendra les programmes phares existants visant à construire la plus grande zone solaire du monde au Sahel, fournissant de l'électricité à environ deux cent cinquante millions de personnes et contribuant à protéger nos écosystèmes critiques à cet égard. Le vice-président a remercié et salué les partenaires tels que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pour leur contribution à la réalisation de ces objectifs et a souligné l'importance de renforcer les synergies, d'intensifier les actions et de soutenir un cadre mondial de la diversité pour un Sahel vert et prospère, en tant que terre d'opportunités.

FAO - Directrice générale adjointe - Mme Maria-Helena Semedo

La Directrice générale adjointe a confirmé l'engagement de la FAO envers la GMV et l'accélérateur, la FAO ayant été un partenaire technique clé depuis le lancement et l'adoption de l'Initiative en 2007 par l'Union africaine. Elle a souligné la nécessité d'accélérer et



d'intensifier les efforts de transformation, les gouvernements devant prendre la tête des opérations avec tous les partenaires et les parties prenantes, par le biais de leurs agences nationales, et de renforcer le leadership l'APGMV pour coordonner les efforts de la GMV. Le Directeur général adjoint a souligné que l'appui technique et l'engagement de la FAO se poursuivront et seront renforcés dans différents domaines et à différentes étapes : planification, mise en œuvre opérationnelle, développement des capacités techniques, fonctionnelles et institutionnelles au niveau national et régional et suivi des progrès et de l'impact. Les solutions techniques et les résultats sont disponibles sur le terrain dans chacun des 11 pays. La FAO utilise la technologie numérique pour former et soutenir les experts des pays et des partenaires régionaux dans la collecte et l'analyse des données sur l'environnement, l'agriculture et l'utilisation des terres. Ceci est très important et utile dans les systèmes de suivi et d'évaluation complets de la GMV. La FAO s'engage à contribuer aux efforts de coordination en cours qui doivent être renforcés entre les secteurs, les acteurs et les partenaires. Ces efforts devraient être menés et dirigés au niveau national (par les agences nationales de la GMV), au niveau régional par l'APGMV et au niveau des Nations Unies par le biais du plan d'action du système des Nations Unies coordonné par l'UNCCD, la FAO et le PNUE et le championnat de l'envoyé des Nations Unies pour le Sahel.

FEM - Spécialiste principal de l'environnement - M. Ibrahima Sow

Ibrahima Sow, au nom du Président du FEM, a rappelé aux participants l'implication du FEM dans l'initiative de la GMV depuis le début, avec une contribution de 800 millions USD et un cofinancement de 6 milliards USD via les partenaires traditionnels. Le FEM étudie la possibilité de mettre en place un mécanisme de coordination incluant la CCD, le PNUE, le FIDA et le GCF, qui servira de plateforme d'échange et de synergie. M. Sow a également souligné l'importance de faire écho à ces mécanismes de coordination au niveau national, tout en impliquant les organisations de la société civile et le secteur privé. L'implication des jeunes et des femmes reste une approche cruciale pour la grande muraille verte.

GCF - Directeur, Division de l'atténuation et de l'adaptation - M. Jerry Velasquez

M. Velasquez a également souligné que le Fonds vert pour le climat est stratégiquement placé pour aider les pays du Sahel à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et, en même temps, l'initiative de la Grande Muraille verte. Le GCF travaille déjà sur un programme multi-pays et multi-partenaires pour la Grande Muraille Verte couvrant des sous-projets sur les énergies renouvelables, les forêts et l'utilisation des terres, l'agriculture et la sécurité alimentaire et les écosystèmes et les services écosystémiques.

Concernant le financement, M. Velasquez a rappelé que le GCF a approuvé 29 projets des secteurs public et privé totalisant plus d'un milliard de dollars de ressources GCF depuis 2019 dans la région. Le GCF a approuvé 82,8 millions USD pour le projet FIDA Sahel qui vise à renforcer la résilience des petits exploitants agricoles face aux impacts du changement climatique dans 7 pays du Sahel (Burkina Faso, Tchad, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal) avec le FIDA . Ce projet bénéficiera à plus de cinq millions de bénéficiaires, dont



817 000 directement, et réduira les émissions de 21 446 449 tonnes de CO₂e pendant la durée de vie du projet. Le GCF a également approuvé récemment un montant de 35 millions USD pour le projet de la Banque de développement de l'Afrique de l'Ouest au Niger, qui vise à promouvoir des pratiques agricoles intelligentes du point de vue climatique. Comme indiqué précédemment par la BAD, la GCF a également approuvé récemment 150 millions de dollars pour le programme Desert to Power, couvrant plusieurs pays, ce qui, selon nous, pourrait placer le Sahel sur la carte en tant que centre énergétique régional.

AFD - Directeur général adjoint - M. Bertrand Walckenaer

M. Walckenaer a tout d'abord informé qu'en janvier 2021, l'AFD s'est engagée à verser 600 millions d'euros à l'initiative mondiale pour le développement durable. Concernant le cadre politique, M. Walckenaer a rappelé la nécessité d'avoir des priorités nationales au niveau des pays en impliquant les acteurs multisectoriels. Ce dialogue nous aide à comprendre les priorités des pays dans les un, deux ou même dix ans à venir, afin de mieux les soutenir.

M. Walckenaer a également souligné que nous devons aller sur le terrain, rencontrer les populations, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes, qui doivent être au cœur des projets. Cela doit se faire dès le début des projets et a tenu à remercier le secrétariat de la CNULCD pour la présentation des indicateurs.

M. Walckenaer a conclu sur les procédures, en soulignant que l'AFD travaille avec de nombreux partenaires et pays de la GMV qui sont présents ici. L'AFD a également des dialogues fructueux avec les ministres des finances, et cela se fait toujours avec les ministères en charge de la politique agricole, de l'environnement. Ce dialogue de haut niveau doit être structuré et soutenu par des mécanismes existants pour en accélérer l'impact. Cela permettra à l'AFD de financer des projets à valeur ajoutée proposés par les pays.

IFAD – Associate Vice-President - Ms. Jo Puri

Actuellement, les opérations du FIDA touchent plus de 100 millions de personnes. Chaque année, le FIDA aide 20 millions de ruraux pauvres à accroître leurs revenus d'au moins 20 % en augmentant leur productivité, leur sécurité alimentaire et leur nutrition, ainsi que leur résilience au changement climatique.

Dans l'histoire du FIDA, le Sahel a toujours été la région la plus importante. À ce jour, le FIDA dispose d'un portefeuille d'investissements dans les 11 pays de la Grande Muraille verte d'un montant de 2,8 milliards USD - dont 1,3 milliard représente des investissements du FIDA. Environ un demi-milliard (470 millions USD) de ces investissements contribuent à la réalisation des objectifs de l'initiative de la Grande Muraille verte. En plus de son propre financement, le FIDA mobilise des ressources climatiques supplémentaires provenant du Fonds vert pour le climat, du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds d'adaptation, afin de soutenir davantage les pays de la GMV dans la mise en œuvre de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) et de leurs plans nationaux d'adaptation (PNA).



Au début de cette année, le conseil d'administration du GCF a approuvé un programme de gestion intégrée des risques climatiques en Afrique du FIDA d'un montant de 143 millions de dollars (subvention de 82 millions de dollars du GCF) qui bénéficiera au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, à la Mauritanie, au Niger et au Sénégal. Le programme permettra de développer, de renforcer et d'accroître la résilience et les capacités d'adaptation des petits exploitants agricoles et des communautés rurales de sept pays les moins avancés (PMA) de cette région. Il assurera le renforcement des capacités et le développement institutionnel en matière de gestion intégrée des risques climatiques. Il s'agit notamment de réduire les obstacles à l'accès à l'assurance agricole pour les gouvernements et les petits exploitants agricoles afin d'améliorer la résilience et de renforcer les services d'information climato- météorologique.

Le FIDA travaille également sur le programme "Inclusive Green Financing for Climate Resilient and Low Emission Smallholder Agriculture" (IGREENFIN). L'objectif principal d'IGREENFIN est de renforcer et d'accroître la résilience et la capacité d'adaptation des organisations d'agriculteurs, des coopératives et des micro, petites et moyennes entreprises dans les pays de la GMV en éliminant les principaux obstacles à l'accès des agriculteurs aux services financiers et non financiers qui soutiennent l'adoption des meilleures pratiques et solutions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. Un premier projet a déjà été approuvé pour le Niger (10 millions de dollars US du GCF). Une nouvelle phase couvrant le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal (plus la Côte d'Ivoire et le Ghana, pays non GMD) est en cours d'examen par le GCF, avec un budget total de 228 millions de dollars, dont 138 millions de dollars du GCF (90 millions de dollars de prêts + 48 millions de dollars de subventions).

Les 7 autres pays de la GMV (Tchad, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Mauritanie, Nigeria et Soudan) sont inclus dans la phase suivante du programme qui sera soumis à l'examen du GCF avant la fin de 2021 (budget total approximatif de 472 millions de dollars, dont 236 millions de dollars du GCF = 202 millions de dollars de prêts ; 34 millions de dollars de subventions).

Outre le soutien financier qu'il apporte aux pays de la GMV, le FIDA soutient également la GMV d'autres manières:

- Le FIDA développe conjointement avec le GCF un "programme parapluie" (up) dont l'ambition est d'augmenter l'impact global du GCF sur la GMV. Il s'agit d'une réponse à l'invitation du ministre de la Coopération au développement lors de l'événement virtuel de novembre 2020. L'élaboration de ce programme a fait l'objet d'un processus consultatif avec tous les pays de la GMV et leur point focal, l'Agence de la GMV, les agences nationales désignées par le GCF, le point focal du FEM et les entités accréditées par le GCF. Ce programme cadre (UP) est actuellement en cours de révision par le GCF ;
- Il est développé en étroite collaboration avec l'Accélérateur dirigé par l'UNCCD et l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte, afin d'assurer l'alignement, la cohérence et d'éviter la fragmentation du soutien, qui a été un obstacle à la mise en œuvre de la GMV jusqu'à présent ;
- En tant qu'institution financière internationale (IFI) et agence des Nations unies, le FIDA est idéalement placé pour faciliter les discussions au niveau national entre les ministères de l'environnement, des finances et de l'agriculture, lors de l'examen du



programme d'opportunités stratégiques par pays (COSOP) et du futur programme du FIDA, et pour s'assurer qu'ils contribueront à l'objectif de la GMV ;

- Le FIDA accroît sa participation au partenariat des contributions déterminées au niveau national (CDN) et au soutien des Nations unies aux plans d'action nationaux (PAN), qui constituent des points d'entrée logiques au niveau national pour accroître la visibilité de l'initiative de la GMV.

Mme Puri a conclu en saluant le Cadre de gestion des résultats. Le FIDA félicite la CNULCD pour son initiative dans ce domaine et nous devons reconnaître que le contexte administratif est difficile pour la mise en place d'un système au niveau du ministère de l'Environnement. Il n'y a pas de limite au type de financement disponible pour la GMV au FIDA - nous fournissons tous les types de financement et travaillons déjà avec le secteur privé.

Banque mondiale - Directeur régional du développement durable pour l'Afrique- M. Simeon Ehui

M. Ehui a salué la présence du ministre de l'économie de la Mauritanie à ce dialogue de haut niveau ainsi qu'à la réunion du G5 Sahel où de nombreuses questions ont été abordées, notamment le financement de l'initiative mondiale pour le développement durable.

M. Ehui a également remercié les Nations Unies pour leurs efforts pour aller de l'avant, et l'Union africaine pour son leadership dans une approche régionale, et enfin la France pour sa décision de faire du One Planet Summit un moyen significatif de fédérer les contributions des partenaires techniques et financiers.

M. Ehui a également informé qu'en janvier 2021, David Malpass a annoncé un financement de 5,6 milliards de dollars US pour 11 pays. Sur ces 5,6 milliards de dollars, 4,1 milliards sont disponibles et 20% sont déjà décaissés. La World Bank est impliquée dans la GMV depuis le début à travers le programme Sahel and West African Program (SAWAP) où près de 3 milliards de dollars ont été investis entre 2012 et 2020 - 19 millions de personnes ont bénéficié de ces investissements. World Bank est en train de mettre en place un dialogue avec les pays pour voir comment le climat impacte les économies, notamment au niveau des 11 pays de la GMV. World Bank est prête à ouvrir le dialogue avec les pays pour continuer le travail.

PNUD - Administrateur – Mr. Achim Steiner

M. Steiner a réitéré l'engagement fort et continu du PNUD envers la GMV. Comme vous le savez tous, la force du PNUD est de soutenir les pays dans la conception et la mise en œuvre de programmes nationaux qui permettront un déploiement rapide et à grande échelle des activités de la GMV. Le PNUD a une présence nationale de longue date et des activités en cours dans pratiquement tous les pays de la GMV - dont beaucoup recoupent les domaines prioritaires clés de l'accélérateur de la GMV et les 5 piliers programmatiques - et fait partie intégrante de l'engagement de l'UNISS du système de développement des Nations Unies dans la région.

Banque européenne d'investissement - Chef de division - M. Diederick Zambon



M. Zambon a également souhaité la bienvenue aux participants en réaffirmant l'engagement de la BEI en faveur de la GMV. La BEI s'est toujours engagée auprès des pays les plus fragiles. Aujourd'hui le défi du changement climatique est dévastateur pour les populations. C'est pourquoi la banque a décidé de dédier tous ses investissements futurs à la cause climatique et d'être un partenaire pour soutenir l'initiative de la GMV.

M. Zambon a également informé que la banque a engagé 1 milliard d'euros pour les 5 prochaines années. Ainsi, les fonds dont bénéficieront les 11 pays continueront à soutenir des projets ayant une forte composante climatique, conformément à l'accord de Paris. En outre, la BEI souhaite orienter ces fonds vers des programmes ayant un impact plus important sur la préservation de l'environnement et en faveur des populations. La désertification est un problème important, nous ne pouvons pas seulement préserver les forêts ou les zones protégées, nous devons aussi soutenir les populations rurales pour qu'elles aient accès à l'eau et à l'énergie. Nous devons faciliter la mobilité des personnes, soutenir le secteur privé, les jeunes hommes et femmes de la région pour développer un système socio-économique qui va de pair avec la conservation de l'environnement.

M. Zambon a ajouté que la BEI est à la disposition des pays, des institutions financières et de toutes les parties prenantes. En outre, la BEI se réjouit de voir que leurs engagements sont en phase avec les priorités des pays. En plus de l'engagement des partenaires financiers et techniques, il est important de coordonner les actions.

M. Zambon a remercié l'UNCCD pour ses efforts en vue d'harmoniser et d'assurer le dialogue entre tous les acteurs, la bonne allocation des fonds et la bonne mesure de l'impact.

La BEI est pleinement impliquée dans ce processus de coordination et M. Zambon a conclu en réitérant l'engagement de la banque et de ses équipes à aller plus loin dans le processus.

Union européenne - Directeur général des partenariats internationaux - M. Koen Doens

M. Doens a salué l'appropriation africaine, l'APGMV, l'UNCCD - les efforts mondiaux et régionaux - et les efforts déployés par les 11 pays pour rendre la GMV possible, ajoutant qu'il y a une fenêtre d'opportunité à saisir.

M. Doens a réitéré l'engagement de l'UE à contribuer à hauteur de 700 millions d'euros par an, par le biais de l'outil financier Global Europe. Il a expliqué qu'un processus d'élaboration et de mise en œuvre de projet réussi doit commencer par une évaluation des besoins déterminée de manière collective aux niveaux national et local, mise en œuvre conformément à l'accélérateur de la GMV et complétée par l'utilisation du cadre axé sur les résultats. Il a souligné la nécessité d'agir plus rapidement et a conclu que le "plan d'investissement prioritaire" proposé par l'APGMV et le communiqué doivent être affinés..

PNUE Secrétaire général adjoint des Nations Unies et chef du PNUE, Bureau de New York - Mme Ligia Noronha



Le PNUE a réaffirmé son engagement dans le soutien à la GMV avec un soutien accru à la résilience des écosystèmes, à la création d'emplois verts et au renforcement de la résilience des communautés. Bien que le PNUE ne dispose pas de personnel dans chaque pays, il constituera des équipes pour fournir un soutien régional et national par le biais de l'approche 5S (trier, mettre en ordre, faire briller, normaliser, soutenir).

UNISS - Le Coordinateur spécial du Secrétaire général pour le développement du Sahel
- M. Abdoulaye Mar Dieye,

M. Dieye a souligné la nécessité d'améliorer la publicité, la vulgarisation et la connaissance de la GMV auprès des jeunes et des femmes du Sahel, en tant qu'agents et pas seulement en tant que bénéficiaires. Il a souligné l'importance d'un mécanisme de gouvernance efficace de la GMV et du renforcement de l'appropriation nationale, ajoutant que l'engagement doit venir des pays sahéliens eux-mêmes et que le financement doit être priorisé dans les budgets nationaux avec des feuilles de route nationales bien définies et élaborées sur lesquelles les partenaires doivent s'aligner. S'adressant aux donateurs, M. Dieye a rappelé que la GMV est un "programme d'urgence", qui nécessite donc le déblocage de fonds de manière "urgente" et que les pays hôtes doivent mettre en œuvre les projets de toute urgence. Il a cité l'exemple du Sénégal et de la Gambie, où des programmes de développement communautaire urgents sont mis en œuvre selon des modalités accélérées.

M. Dieye a fait référence à des programmes d'urgence dans lesquels les fonds ont été versés en conséquence et, se référant à cet exemple, il a encouragé à envisager le financement de la GMV selon un mode accéléré. M. Dieye a souligné que les programmes ne peuvent être mis en œuvre du haut vers le bas et a encouragé les gouvernements à assumer la responsabilité de la coordination interne entre les différents ministères concernés ou à organiser des conseils interministériels sur la GMV - comme c'est le cas pour la GMV au Sénégal. Il a conclu en ajoutant que le renforcement des capacités est nécessaire et a encouragé les différents ministres à rencontrer les divers homologues internationaux, à présenter une feuille de route et à s'approprier la GMV.

IV. Résumé et clôture

The UNCCD Executive Secretary summarized the meeting. He outlined the key points raised and agreed:

- La GMV est composée de 11 pays et les fonds mobilisés sont destinés à ces pays.
- Il existe un cadre politique convenu, à savoir les 5 piliers lancés et convenus lors du sommet de l'OPS.
- Une gouvernance forte est nécessaire tant au niveau national que régional ; les projets sont en grande partie spécifiques à un pays et non transnationaux (bien que la coopération entre pays soit possible).
- La GMV devrait être incluse dans le plan de développement national des pays.
- L'APGMV est le point d'entrée des pays et des partenaires au niveau régional.
- Il est nécessaire d'améliorer la coordination entre les institutions et les départements :



- o Au niveau national par la création d'une plateforme de coordination afin que les pays puissent convoquer leurs partenaires.
- o au niveau régional par le biais d'une plateforme régionale avec l'APGMV et les partenaires.
- Les pays doivent envisager une mise en œuvre d'urgence.
- La capacité à absorber les fonds annoncés suscite des inquiétudes :
 - o Un soutien est nécessaire pour s'assurer que les fonds sont disponibles et réels (pas de double comptage) et que les pays peuvent réussir à naviguer dans les mécanismes financiers existants.
 - o Un soutien technique est nécessaire, notamment pour la formulation et la mise en œuvre des propositions de projets.
- Le cadre commun de gestion des résultats devrait être utilisé.
- Il est nécessaire d'établir des critères de référence et une méthodologie commune pour l'évaluation des programmes.
- Le cadre de gestion des résultats soutenu par un système de suivi complet et collectif peut être un excellent outil à cet égard.
- Capacité et habilitation : l'APGMV n'a pas encore la capacité nécessaire pour mettre en œuvre la GMV :
 - o Les 11 pays fourniront-ils des capacités supplémentaires ?
 - o Les partenaires techniques peuvent-ils renforcer les capacités tant au niveau régional qu'au niveau des agences nationales pour renforcer la mise en œuvre ?
- Concernant le communiqué, l'APGMV a proposé un projet et prendra l'initiative de sa finalisation pour souligner les points clés de ce dialogue.

Mme Bekaye a conclu en ajoutant que les projets labellisés par la GMV devraient être exclusivement mis en œuvre dans les 11 pays de la GMV ; et devraient à la fois être inclus dans le plan d'investissement prioritaire décennal et alignés sur les priorités des pays. Elle a également demandé quel serait le rôle de l'accélérateur et comment il soutiendrait les pays dans la mise en œuvre et le suivi des projets.

V. Actions de Follow up:

Sur la question soulevée par S.E. Mme Bekaye, le Secrétaire exécutif de la CNULCD a précisé que des consultations seront entreprises avec l'APGMV pour explorer le lancement d'un sondage ad hoc afin d'évaluer les capacités et de développer un cadre pour soutenir techniquement / aider sur demande, les pays de la GMV à formuler et mettre en œuvre des projets.

La finalisation du projet de Communiqué sera facilitée en ligne par l'APGMV.